

Intervention à les assises nationales de l'Ecole
du 8 novembre 2003
organisée par le Réseau Ecole du PCF

Daniel ROME

Le diagnostic

En une cinquantaine d'années, l'Ecole grâce à l'intervention des pouvoirs publics et dans un contexte de rapport de forces favorables aux forces progressistes a permis qu'une partie importante de la jeunesse accède au baccalauréat et puisse peu à peu suivre des études dans l'enseignement supérieur, puisse obtenir un diplôme qui offre des débouchés professionnels.

L'accès aux connaissances et aux savoirs, y compris les savoirs les plus complexes s'est élargi à des couches très larges de la société. L'accès aux savoirs s'est massifié, mais nous pouvons nous demander s'il s'est réellement démocratisé, surtout lorsque l'on constate chez un nombre non négligeable d'élèves des difficultés persistantes dans la maîtrise des savoirs et compétences fondamentales (entre autre la pratique de la culture écrite comme outil de conceptualisation et de de construction de la pensée - cf dernier livre de Jean-Pierre Terrail) ?.

On peut constater que le service public de l'éducation nationale n'a pas amoindri les inégalités scolaires , mais a d'une certaine manière amplifié dans bien des lieux la situation inégalitaire devenant depuis une quinzaine d'années une véritable fracture dans l'accès au savoir et le droit à des contenus scolaires de qualité et haut niveau d'exigence. Quelques initiatives que je qualifie de trompe l'œil ont été prises comme la possibilité de certains jeunes de banlieue et de milieu populaire de rentrer à Sciences Po Paris. On est toujours dans la logique idéologique de l'égalité des chances, et que le meilleur gagne.... Dans cette même voie quel bilan a été tiré de l'expérience ZEP ? Est-ce des lieux où la droit à l'éducation, à un enseignement de qualité est considéré comme prioritaire ou au contraire des zones où l'on « parque » les plus pauvres pour obtenir la paix sociale afin de gagner le vote des classes moyennes ?

Ne doit-on donc pas revisiter ce qu'écrivait Pierre Bourdieu lorsqu'il parlait de l'école de la reproduction, reproduction des inégalités pour mieux asseoir la domination des classes dirigeantes sur l'ensemble de la société. Bien sûr que l'école ne peut pas remédier à tous les maux, faire comme si la chômage la précarité la misère, le consumérisme scolaire n'existait pas. L'école n'est pas un sanctuaire comme le voudrait une partie des classes moyennes. Pour autant nous avons la responsabilité politique d'y réfléchir pour tracer des perspectives et mettre des questions en débat, y compris des questions qui peuvent fâcher certains. Mon propos n'est pas de stigmatiser quiconque, encore moins les enseignants. Mais la société et les forces progressistes sont en droit de les interpellé et d'interpeller l'Ecole dans son ensemble sur ses missions, son rôle, les contenus

enseignés, la pédagogie (à ne pas confondre avec la liberté didactique de l'enseignant dans sa classe).

Il est vrai qu'on me rétorquera que la réalité est plus complexe, plus dialectique, que les enseignants ont accompli beaucoup de choses et ont fait preuve de beaucoup de dévouement pour permettre à des milliers de jeunes d'apprendre, de développer pour certains l'esprit critique, d'acquérir une véritable culture.

Pourtant le marquage des diplômes, des cursus est très délimité par les origines sociales des parents et la ligne de marquage s'est accentué depuis une dizaine d'années où l'on a vu poindre un comportement de consommateurs de la part des parents et des élèves. Il est symptomatique qu'un certain nombre d'enseignants ne parle plus des élèves, mais de leur clientèle.

Enfin il ne faut pas sous-estimer l'impact idéologique et politique des néolibéraux sur les comportements scolaires des enseignants et des élèves. Il ne faut pas non plus sous-estimer les orientations tracées dans le cadre de l'OMC et de l'AGCS et qui touche directement l'enseignement secondaire et supérieur et qui trouve un relais puissant avec Chirac et Raffarin (la décentralisation sauce Raffarin en est une préfiguration). Par ailleurs, même si le Réseau Ecole n'est pas directement concerné il sera intéressant de suivre de près les négociations concernant la formation professionnelle et la validation des acquis et compétences. Car cet accord aura à moyen terme des conséquences sur la délivrance des diplômes scolaires et les cursus. Une réforme est déjà engagée pour les BTS tertiaires et il me semble que les points de vue du MEDEF ont été trop largement pris en compte.

Les enjeux

Dans la période à venir un des enjeux politiques va être de construire une visée communiste pour l'Ecole avec un contenu politique fort. Faut-il améliorer l'existant, exiger seulement une augmentation des dépenses publiques en terme de pourcentage de PIB pour transformer réellement l'école. Devons-nous travailler à la transformation démocratique de l'école ou d'une véritable révolution de la pensée pour construire une école qui vise à l'émancipation des individus ? Quel rôle assigner à l'école : socialiser les jeunes, transmettre des systèmes de valeur, (quelles valeurs ?) former à l'esprit critique, ou simplement former la force de travail selon les objectifs du MEDEF (beaucoup disent que l'école doit former à apprendre un métier ; mais est-ce après l'obtention du bac ou dès le collège ? Certains pensent que ce doit être dès le collège parce que « *tout le monde n'est pas fait pour faire des études* » et qu'il y a « des manuels » et des « intellectuels ».

Les logiques politiques qui se construisent depuis une dizaine d'années tirent toutes dans le même sens : l'adaptation du système scolaire au nouvel esprit du capitalisme. Dire que l'éducation n'est pas une marchandise ne suffit pas. Il faut inventer au quotidien non pas un contre projet au libéralisme mais un « Ailleurs » qui s'inscrive dans une perspective de transformation en profondeur des rapports sociaux à l'opposé de certains universitaires comme Michel Fize qui surfent sur

l'idéologie libérale enrobé d'un discours de gauche pour expliquer que la réussite des élèves passerait pas un abandon de la mixité à l'école.

Il me semble important de défendre de manière résolue le service public d'éducation, comme nous devons défendre d'autres services publics, car le service public d'éducation signifie une Ecole au service de tous les élèves quelle que soient leur nationalité, le niveau de revenu de leurs parents ou la catégorie socio- professionnelle. Or, aujourd'hui il est menacé partout dans le monde. N'est-ce pas Claude Allègre ministre d'un gouvernement de gauche qui a déclaré que « ***l'Ecole représente le plus grand marché du 21^{ème} siècle*** ». Il s'agit de transposer à l'Ecole les principes de la logique capitaliste selon laquelle tout doit être ou devenir marchandise et donc se monnayer, s'échanger, se vendre selon les lois du marché. Lorsque certains proposent de mettre en concurrence les établissements scolaires, quand des journaux publient le palmarès des meilleurs établissements, quand d'autres proposent que les chefs d'établissement choisissent leur équipe et gèrent leur lycée ou leur collège comme une entreprise, y compris avec de bonnes intentions, n'est-on pas déjà dans cette logique ? Faut-il laisser faire, ou considérer cela comme normal ? Faut-il là aussi se rendre à l'évidence ? La toute puissante European Round Table (ETR) représentant les grands lobbies industriels et financiers européens poussent les gouvernements de l'Union Européenne à appliquer les principes libéraux au système scolaire. Récemment s'est tenu à Vancouver un colloque qui se concluait en regrettant que ce marché de plusieurs centaines de milliards de dollars ne soit pas privatisé plus rapidement...

Déjà sont proposés des programmes de formation à distance, personnalisés. Dans le même temps, le patronat européen parle non plus de main d'œuvre mais de cerveau d'œuvre. Car il se demande comment exploiter au mieux le « cerveau d'œuvre ».. Il s'agit maintenant d'étendre à des secteurs de la vie humaine les grands principes de la théologie libérale. L'éducation comme la santé en font partie et sans une mobilisation de grande ampleur les dégâts déjà visibles se développeront à grande vitesse dans les années à venir. Car les grands décideurs savent que les parents sont prêts à dépenser énormément pour éviter le chômage à leurs enfants et que cela représente un pactole de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Or la privatisation du service public d'éducation aboutit à la privatisation du savoir et à former des esprits tournés uniquement vers l'efficacité économique et la rentabilité financière avec le risque de réduire l'éducation à une simple communication d'information. Ces constats posent question : comment enseigner, comment éduquer quand les populations les plus fragilisés et les plus précaires de la planète subissent la violence économique et surtout quand, en plus, on criminalise leurs souffrances ? Dans ce domaine le communisme à inventer ne peut se réduire à améliorer le système scolaire tel qu'il est. Défendre le service public d'éducation et empêcher que le savoir devienne une simple marchandise comme le savon à barbe ne suffit pas. Il faut aussi s'atteler à la transformation du système scolaire et des pratiques pédagogiques et à la façon de transmettre et de produire des

connaissances, des savoirs afin que l'éducation, la formation émancipent les individus au lieu de les formater comme le voudraient les classes dominantes.

Défendre un service public de l'éducation, oui et mille fois oui à condition de se demander quel service public au service de quel public ? Peut-on défendre un système qui continue à produire et reproduire des inégalités, un service public qui accepte que des élèves soient en situation d'échec comme une fatalité ou pire encore qui médicalise les situations d'échec scolaire, phénomène que l'on observe de plus en plus fréquemment dans les écoles primaires ?

Mais je rajouterai qu'une construction communiste sur les questions de l'école a aujourd'hui une dimension plus large que la cadre national. Cela signifie que préparer le forum social européen à St Denis/Paris au mois de novembre c'est aussi mettre en débat le devenir de l'école publique en y apportant une réflexion communiste qui ne se résume pas à améliorer l'existant mais à transformer le système éducatif pour commencer à **transformer les rapports sociaux de domination et d'aliénation**. Le jeune, à qui on répète que le savoir se transmet comme une évidence, alors qu'il se construit et qu'il n'a rien d'évident en subit les contrecoups dans sa vie de citoyen car les pratiques transmissives font semblant d'ignorer que le savoir est une construction qui met en jeu dans des liens étroits et complexes, l'affectif et l'imaginaire. Elles fonctionnent comme si les élèves étaient des pages vides qu'il suffisait de remplir, l'enseignant se dépêchant d'apporter des réponses à des questions qui n'existent pas encore dans les têtes des élèves. Centré sur son savoir c'est-à-dire sur son discours, il fait l'impasse sur l'autre, qui est considéré comme un spectateur. Ensuite ces pratiques transmissives se retrouvent dans le syndicat, dans le Parti, au conseil municipal, dans l'association dans une espèce de soumission à l'autorité.

L'enfant qui apprend dès son plus jeune âge à être évalué selon certains principes, à être en compétition avec ses petits copains et copines, à qui on inculque qu'il y a des bons, des moins bons et des mauvais dans une classe et que ce sont toujours les mêmes, (et que dire lorsqu'on « décrète » parfois dès l'âge de six ans que tel enfant ne pourra pas faire de « *belles études* »), comment ce jeune, ces jeunes qui deviennent des adultes, peuvent faire pour ne pas reproduire ce qu'ils ont appris lorsqu'ils sont à l'usine au bureau, au bureau de vote...*lorsqu'ils y vont!*.... ? Enfin la séparation manuels et intellectuels, notion inventée par nos maîtres des forges au 19^{ème} siècle qui, après l'expérience de la Commune de Paris avaient terriblement peur que les ouvriers accèdent aux savoirs, car l'émancipation de chacun et de tous pouvaient remettre en cause de manière profonde l'ordre capitaliste. Adolphe Thiersⁱ ne déclarait-il pas après la semaine sanglante de mai 1871 « *ce sont les ouvriers les plus instruits et qui gagnent le plus qui sont tout à la fois et les plus déréglés dans leurs mœurs et les plus dangereux pour la paix publique* ». Une décennie plus tard Jules Ferry l'avait bien compris, puisqu'il instaura un savoir minimum et utilitaire pour être un bon ouvrier. Et je ne ferais pas l'injure de considérer que les choses dans ce domaine sont simples, car l'accès au savoir et même à un savoir de haut niveau ne suffit pas pour émanciper les individus, car les individus sont complexes et l'idéologie et parfois les croyances jouent aussi un rôle important, mais ces questions

méritent qu'on y réfléchisse collectivement. Former des individus, éduquer avec l'esprit critique et faire en sorte que **TOUS LES ELEVES** réussissent c'est commencer à mettre en cause la hiérarchie sociale, c'est commencer à mettre en cause l'ordre dominant.

Et si nous inventions une école qui ne soit plus une machine à trier socialement, qui ne soit plus une machine de relégation pour les pauvres à qui l'on dispense des cours d'éducation civique alors que ce n'est pas le cas dans les grands établissements « prestigieux », qui ne soit plus une machine qui parfois humilie les individus au plus profond d'eux-mêmes car le savoir n'est pas mis en partage et qu'être en situation d'échec c'est douloureux ou qui ne soit plus une machine qui **taylorise** les contenus d'enseignement et taylorise l'évaluation à des fins de classement et de hiérarchisation, mais une institution publique où apprendre permet de mieux devenir soi-même où le savoir est mutualisé....où on apprend à devenir des hommes libres et responsables avec les autres et non pas contre les autres.

ⁱ cité par Georges Snyders dans « Ecole, classe et lutte des classes ». PUF 1982